



ARRÊTÉ PRÉFECTORAL du

05 DEC. 2023

mettant en demeure la société COMPTOIR AGRICOLE
dont l'exploitation se situe 11 route de Saverne implanté à 67370 Wiwersheim
de respecter les dispositions de l'arrêté ministériel du 04 octobre 2010
relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de
l'environnement soumise à autorisation et de l'arrêté préfectoral du 05 mars 1996
portant autorisation des installations de stockage de céréales du comptoir agricole de Wiwersheim

**LA PRÉFÈTE DE LA RÉGION GRAND EST
PRÉFÈTE DE LA ZONE DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ EST
PRÉFÈTE DU BAS-RHIN**

**OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR
COMMANDEUR DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE**

- VU** le code de l'environnement, notamment son article L. 171-8 ;
- VU** l'arrêté ministériel du 04 octobre 2010, relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 05 mars 1996, portant autorisation des installations de stockage de céréales du comptoir agricole de Wiwersheim ;
- VU** le rapport de la visite du 27 septembre 2023 de l'inspection des installations classées de la direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est ;

CONSIDÉRANT que lors de cette visite, l'inspection a constaté la non-conformité qui suit ;

CONSIDÉRANT que, au mépris de l'article 21.2 de l'arrêté du 05 mars 1996 susvisé, une cuve contenant 1 000 litres de fioul est stockée dans un bâtiment abritant un silo de stockage de céréales ;

CONSIDÉRANT les dispositions de l'article L 171-8 du code de l'environnement : « *Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine* » ;

APRÈS échange contradictoire avec l'exploitant sur le rapport des services de l'inspection des installations classées ;

SUR PROPOSITION du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est,

ARRÊTE

Article 1 :

La société COMPTOIR AGRICOLE, dont le siège social se situe 35 route de Strasbourg à HOCHFELDEN (67270), pour le site qu'elle exploite 11 route de Saverne à WIWERSHEIM (67370), est mise en demeure de respecter les prescriptions rappelées ci-après :

dans un délai d'un mois

- de l'arrêté préfectoral susvisé du 05 mars 1996 :

- article 21.2 « " (...) Les produits stockés ou manipulés seront exclusivement des céréales. (...) »

Article 2 : mesures de publicité

En application des dispositions de l'article R. 171-1 du code de l'environnement et en vue de l'information des tiers, le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture du Bas-Rhin, pendant une durée minimale de deux mois.

Article 3 : sanctions administratives

Faute pour l'exploitant de se conformer dans les délais aux dispositions de la présente mise en demeure de respecter des prescriptions techniques, il peut être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L 171-8 du code de l'environnement.

Article 4 : voies et délais de recours

La présente décision peut être déférée devant le tribunal administratif de Strasbourg (31 avenue de la Paix - BP 51038 - 67070 Strasbourg cedex), ou sur le site www.telerecours.fr, par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification.

Article 5 : exécution

- Le sous-préfet de l'arrondissement de Saverne;
- le secrétaire général de la préfecture du Bas-Rhin ;
- le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société COMPTOIR AGRICOLE par lettre recommandée avec avis de réception.

Une copie du présent arrêté est adressée au maire de Wiwersheim.

La préfète,

Pou

délégation
général



Mathieu L. JAMEL